Article 1

Le présent contrat régit les relations entre le loueur, et l'utilisateur dont les coordonnées figurent sur la première page du présent contrat (ci-après dénommé le Locataire), selon les conditions et la durée précisées dans ce contrat.

Le Loueur met à disposition, et le Locataire prend en location, le véhicule mentionné sur la première page du contrat (ci-après dénommé le véhicule), conformément aux conditions et à la durée convenues.

Article 2

Par la signature du présent contrat, le Locataire confirme avoir pris possession du véhicule en bon état général et sans dommage, avec un réservoir plein.

Le Locataire reconnaît avoir reçu les documents du véhicule, les clés, les équipements obligatoires, ainsi que les équipements mentionnés au contrat.

Article 3

Le Locataire s'engage à restituer le véhicule à l'endroit et à la date indiqués dans le contrat.

Il s'engage également à restituer le véhicule avant le terme prévu si le Loueur en fait la demande.

Le véhicule devra être restitué en bon état, avec l'ensemble des documents, clés, pneus, outils, équipements obligatoires, standards et supplémentaires reçus au moment de la prise en charge.

Le Locataire s'engage à payer le montant de la location immédiatement après la prise en charge du véhicule.

Article 4

Le Locataire s'engage à demander au Loueur, dans les délais, toute prolongation ou modification du contrat.

Si le Locataire prolonge la durée de location sans le consentement du Loueur, ce dernier est autorisé à considérer le véhicule comme volé et à informer la police.

Dans ce cas, le Locataire supportera tous les frais engendrés.

En cas de dépassement de la durée convenue, le Locataire reste responsable de toutes les obligations prévues au contrat.

Tous les employés de l'agence sont autorisés à contrôler à tout moment le véhicule.

En cas de non-respect des conditions contractuelles, les employés sont habilités à reprendre le véhicule immédiatement.

Le Loueur se réserve le droit de résilier unilatéralement la location, à tout moment et en tout lieu, sans indemnisation pour le Locataire.

Article 5

Le Locataire s'engage à utiliser le véhicule conformément à la législation sur la sécurité routière et aux autres réglementations en vigueur.

Il doit immobiliser le véhicule immédiatement en cas de panne du compteur et informer rapidement le Loueur.

Le véhicule ne peut être utilisé qu'à des fins personnelles, uniquement par le Locataire ou la personne désignée comme conducteur ou représentant autorisé, sous réserve qu'ils disposent d'un permis de conduire moto valide.

Le Locataire ne peut quitter le territoire de la République de Croatie sans en informer le Loueur.

Il est interdit d'utiliser le véhicule pour des activités illégales (infractions pénales, douanières, etc.), ou sous l'influence d'alcool ou de stupéfiants.

Le véhicule doit être verrouillé avec les clés et documents retirés lorsqu'il n'est pas utilisé, et l'alarme activée si disponible.

Le véhicule ne peut être utilisé pour :

le transport rémunéré de biens ou de passagers,

le remorquage ou le transport d'objets susceptibles de salir ou endommager le véhicule (animaux, matériaux inflammables, objets sales ou odorants),

la compétition (courses, moto-sport, entraînement à la conduite, etc.).

Article 6

Le carburant est à la charge du Locataire.

Tous les frais liés à l'utilisation du véhicule sont à sa charge :

transport du véhicule,

garage, stationnement, péages,

amendes pour infractions,

frais de justice ou d'intérêts de retard,

même si ces frais sont adressés au Loueur, au Locataire ou au conducteur, sauf si ceux-ci résultent d'une faute directe du Loueur.

Article 7

En cas de dommage aux équipements ou outils du véhicule, le Locataire doit rembourser au Loueur leur valeur intégrale au prix du marché, à la date de restitution prévue.

En cas de perte de documents ou des clés, le remboursement se fera selon la grille tarifaire en vigueur.

Si, par négligence du Locataire ou du conducteur, le moteur est endommagé (par exemple : manque d'huile/eau, carter fissuré, embrayage détruit, base moteur endommagée ou conduite hors route), le Locataire devra rembourser l'intégralité des frais de réparation.

En cas de nettoyage exceptionnel requis, des frais supplémentaires seront facturés.

Article 8

En cas d'accident, dommages, vol, tentative de vol, panne moteur, etc., le Locataire doit :

conserver le véhicule sur place jusqu'à sa reprise par le Loueur, noter les noms et adresses des témoins et parties impliquées, appeler la police et demander un constat, et avertir rapidement le Loueur, sauf en cas de simple panne.

Si le Locataire n'obtient pas de rapport de police, il sera entièrement responsable de tous les frais, même sans être fautif.

En cas de négligence concernant le véhicule, les documents ou les clés, ou dans les cas prévus par la loi ou les règlements d'assurance, l'assureur pourra exercer un recours contre le Locataire.

Article 9

En cas de dommage au véhicule, le Locataire devra, sur demande du Loueur, payer les réparations et pertes dans la limite de la caution.

Pour les dommages causés à des tiers, tous les frais supportés par le loueur seront à la charge du locataire.

L'assurance ne couvre pas :

les dommages intentionnels,

sous influence d'alcool ou de drogues,

en l'absence de permis ou en cas de permis suspendu,

en cas de surcharge du véhicule,

les dommages causés par guerres ou émeutes,

ni les dommages aux pneus, moyeux, enjoliveurs ou au bas moteur.

Article 10

Le Loueur décline toute responsabilité en cas de blessures, décès ou dommages survenus aux personnes ou biens transportés dans le véhicule.

Article 11

Le Locataire ne peut céder ses droits ou obligations à un tiers.

Il lui est interdit de voler le véhicule, ses pièces ou équipements, ou de modifier le véhicule.

Article 12

Ce contrat est établi en deux exemplaires identiques, un pour chaque partie.

Par sa signature en première page, le Locataire accepte toutes les conditions établies dans les locaux du Loueur.

Toute modification ne sera valable que par écrit.

La grille tarifaire en vigueur fait partie intégrante du contrat.

Article 13

En cas de litige, les parties reconnaissent la juridiction exclusive du tribunal compétent de Split.

En cas de divergence entre la version croate et la version anglaise, la version croate prévaut.